

S. B. 72.9.15.

ca. f. o.

HC/je

Berne, le 29 juillet 1966

Note au Chef du Département

- copie - à la Division des organisations internationales
 - à Monsieur le Ministre R. Bindschedler
 - au Service Est
 - au Service Ouest
 - au Service de documentation
 - à l'Ambassade de Suisse à Moscou
 - à l'Ambassade de Suisse à Bonn

Consolidation de la Sécurité européenne

Je reçois la visite de l'Ambassadeur de l'URSS venu nous entretenir, d'ordre de son gouvernement, du problème de la Sécurité européenne. Il m'expose ce qui suit:

Les Pays participants à la Conférence du Comité consultatif de Varsovie, réunis à Bucarest, ont manifesté leur intention de renforcer la paix et la sécurité en Europe. Leurs propositions à ce sujet sont exprimées dans une résolution qui a été publiée et dont nous avons connaissance.

Le Gouvernement soviétique estime que tous les pays intéressés à la paix, quelle que soit leur appréciation de la situation, devraient se pencher sur le problème. Il existe en Europe des foyers de tension potentielle; mais, d'autre part, il y a des mouvements grandissants qui travaillent pour un renforcement de la paix et de la co-existence. Ces mouvements ne sont pas seulement apparents en Europe orientale, mais aussi en Europe occidentale. L'Union Soviétique est convaincue que les mesures proposées à Bucarest sont de nature à développer la collaboration pacifique en Europe.

Une des conditions essentielles pour la paix est l'intangibilité des frontières actuelles. Sur cette question fondamentale, les vues de certains pays occidentaux et celles des pays de l'Est sont proches. Il importe que tous les Etats réalisent que retracer ces frontières déclencherait une nouvelle guerre.

Les Etats du Pacte de Varsovie ont déclaré n'avoir aucune prétention territoriale en Europe. Ils pratiquent une politique de paix. Dans le passé, les conflits européens ont été déclenchés par des forces agressives. Ces forces subsistent. Les milieux qui veulent retracer les frontières se heurteront à la résistance de tous les pays de l'Est.

La Déclaration de Bucarest appelle tous les Etats à déployer leurs efforts pour que la République fédérale d'Allemagne n'accède pas aux armes nucléaires. Les Pays du Pacte de Varsovie sont unanimes à considérer que si la République fédérale d'Allemagne disposait d'une force nucléaire propre ou participait à une force nucléaire multilatérale, cela augmenterait les dangers de guerre; ils sont résolus à tout faire pour l'empêcher. Les Pays du Pacte de Varsovie ne veulent nullement exclure la RFA et souhaiteraient, au contraire, qu'elle participe aux efforts pour le renforcement de la paix; c'est à elle donc qu'il incombe de choisir entre la voie de la revanche et celle de la collaboration.

Les Etats du Pacte de Varsovie ont déclaré qu'ils seraient prêts à dissoudre leur organisation si les Etats de l'OTAN faisaient de même. Une telle dissolution serait favorable à tous les pays, y compris les pays neutres. L'Europe ne risquerait pas ainsi d'être entraînée dans une guerre déclenchée par une puissance extraeuropéenne.

Les Etats du Pacte de Varsovie ont aussi examiné la situation des Etats du centre de l'Europe. Il serait dans l'intérêt de la paix que tous les pays européens reconnaissent les deux Etats allemands, ce qui faciliterait un développement harmonieux de leurs relations.

A la politique d'hostilité qui est celle des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne, les Etats du Pacte de Varsovie opposent une politique de bon voisinage et de coexistence; ils voudraient développer la collaboration entre tous les pays européens, sans discrimination.

Le Gouvernement suisse a probablement au sujet des problèmes touchés par la Déclaration de Bucarest des opinions qui ne correspondent pas, ou seulement partiellement, avec celles des Etats du Pacte de Varsovie. On ne saurait nier toutefois qu'il s'agit de problèmes urgents. Différentes façons de les examiner sont concevables. La meilleure, selon le Gouvernement soviétique, serait la convocation d'une conférence européenne. L'Union Soviétique serait prête à participer n'importe quand à une telle conférence. Bien entendu, celle-ci devrait être décidée par tous les Etats européens.

Le Gouvernement soviétique estime que les pays neutres peuvent avoir un rôle important dans la détente et le développement de la collaboration. Il espère que ces pays considéreront favorablement l'idée d'une conférence européenne. En particulier, il croit qu'une participation active de la Suisse serait utile et appréciée.

Le Gouvernement soviétique souhaiterait que la Déclaration de Bucarest soit examinée avec toute l'attention voulue par le Gouvernement suisse et que celui-ci soit prêt à collaborer à la solution des problèmes qui en font l'objet.

J'ai répondu à l'Ambassadeur de l'URSS que sa communication serait portée à la connaissance du Conseil fédéral. La Suisse est, comme tout pays, intéressée à la sécurité européenne. Le maintien de la paix dépend cependant principalement des grandes puissances. Pour sa part, la Suisse a toujours pratiqué une politique de paix et continuera à le faire.

Micheli